



Sommaire

Editop.1

Donner du sens à une démarchep.2

L'économie régionale, constats et perspectives.....p.3

Les premières réflexions des projets en cours....p.4

Le 21 mars en Bretagne- Le Printemps de l'industrie.....p.4

Nos projets, c'est notre avenir

Le succès des Assises de l'industrie, le 22 février à la Villette à Paris, avec plus de 1200 militants dont 44 bretons, démontre l'intérêt des organisations pour faire de l'industrie un levier pour développer toutes les activités et l'emploi.

La désindustrialisation est un fait avéré et n'est pas dû à quelque forme de fatalité que ce soit. Bien au contraire, face à un désengagement de l'Etat, à une course à la compétitivité des chefs d'entreprises, des pans entiers de secteurs industriels ont disparu, et avec eux, une réduction massive des services publics, particulièrement en milieu rural.

Loin d'être épargnée, la Bretagne a vu aussi la disparition d'entreprises clés dans des secteurs qui ont fait la richesse industrielle de notre région. Dans la défense, l'électronique, l'agroalimentaire ou l'automobile, ces trente dernières années ont été principalement marquées par des saignées dans les activités et les emplois.

La reconfiguration administrative des territoires avec les grandes régions, la métropolisation devraient accentuer les inégalités territoriales au profit de concentration, qualifiée d'excellence, qui vont s'accaparer les richesses et les activités.

Sans nier la transformation de l'économie, qui est une donnée fondamentale, cette mutation se fait contre les intérêts des travailleurs, qui sont principalement les laissés pour compte des choix opérés par d'autres. Si les grands groupes, les multinationales sont aux manettes, il n'en demeure pas moins que les victimes de ces stratégies sont présentes sur l'ensemble du territoire, quelque soit la taille de l'entreprise.

Les salariés, quel que soit leur situation,

doivent être des acteurs à part entière dans les évolutions à venir. Comment concevoir un projet de société sans y mettre les principaux concernés? Cela paraît d'une telle aberration, pourtant, c'est ce qui se passe si ce sont les tenants du libéralisme qui restent maîtres des décisions.

Cette campagne de la Cgt, c'est pour inviter les salariés à écrire la partition qu'ils ont envie de jouer. C'est leur donner les moyens de s'inscrire efficacement dans la construction des changements à opérer, à partir de leur préoccupation et de leurs besoins.

Le 21 mars, jour du Printemps Cgt de l'industrie, sera un nouveau moment pour faire entendre notre détermination à impliquer les salariés dans les choix qui les concernent pour le futur. Exiger plus d'industrie, de services publics, c'est aussi un gage pour renforcer les droits des salariés et combattre la précarité. Cette démarche revendicative sur les activités nécessaires de demain, ne trouvera sa pertinence qu'en s'accompagnant de droits nouveaux pour tous les salariés. Le statut du travailleur salarié et la sécurité sociale professionnelle constituent la continuité à conquérir à l'aube du 21ème siècle.

Par de multiples initiatives originales, la Cgt sera présente dans divers lieux symboliques sur la Bretagne pour alerter sur l'importance de développer une politique industrielle sur chaque territoire, avec des projets de ré-industrialisation, avec tous les salariés des secteurs publics et privés.

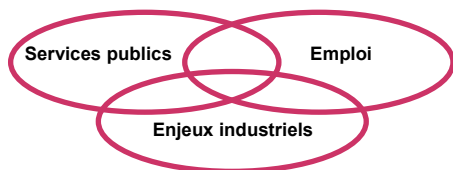
Thierry Gourlay
Secrétaire Régional
du Comité Régional Cgt Bretagne



Site Internet :
www.cgt-bretagne.fr
mail :
cgt.bretagne@wanadoo.fr
Tél. 02 99 65 45 90
Fax : 02 99 65 24 98
Directeur de la publication :
Thierry GOURLAY
I.S.S.N. : 1258-7745
C.P.P.A.P. : 0713 S 07992
Bimensuel - 0,15€

DONNER DU SENS A UNE DEMARCHE

Le triptyque "enjeux industriels, services publics et emploi" permet une démarche de réalisations concrètes au plus près des bassins d'emploi et donc de la vie de tous les jours des salariés et de leur famille.



C'est le sens du 21 mars à la demande des organisations qui constituent le Comité Régional : **tenter de rendre visible, dans plusieurs lieux en région, la pertinence des propositions concrètes de la CGT.**



Elles concernent bien évidemment les activités économiques sur la région et sont au cœur d'une démarche revendicative Cgt qui doit trouver un nouvel essor, d'une part pour s'opposer aux restructurations, mais aussi d'autre part, et surtout, pour conforter les syndicats dans une démarche revendicative de conquête pour l'amélioration des conditions du travail et de vie des salariés sur la région.

Le syndicalisme que nous voulons au service des salariés vise la transformation sociale et doit, c'est tellement évident, reposer sur des propositions et réalisations revendicatives.

Pour rappel, la Conférence régionale de juin 2016 a adopté les responsabilités pour lesquelles **le Comité Régional est à l'impulsion et non à l'exclusive** puisque cela reviendrait à faire exactement l'inverse de ce qu'il veut promouvoir : **l'implication des syndicats en Région.**

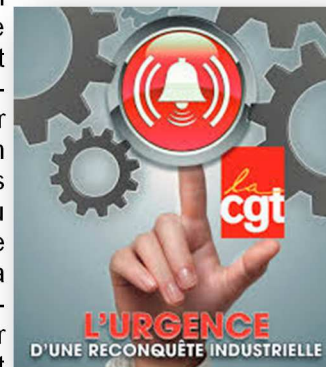


Les enjeux économiques, sociaux et environnementaux prennent une dimension territoriale nouvelle. Les multiples évolutions institutionnelles ont réorganisé la manière dont l'économie se développe avec l'accompagnement des politiques publiques.

Force est de constater d'ailleurs que **ce sont les syndicats en territoire qui en sont le plus éloignés alors que le patronat lui est bien au fait de ces changements de paradigmes et qu'il est à la manœuvre.**

La dynamique défendue par le Comité Régional sur les enjeux industriels, les services publics et l'emploi est d'autant plus importante pour les salariés que les politiques patronales comme les politiques publiques leur reviennent, d'une façon ou d'une autre, en pleine figure là où ils vivent, dans et hors travail.

Notre responsabilité est bien sûr d'alerter les syndicats, de les informer afin qu'ils soient contributeurs de l'avenir industriel de la région pour préserver et développer l'emploi tout en portant de nouveaux concepts dans l'avenir du contenu du travail lui-même à travers le statut du travail salarié ou la sécurité sociale professionnelle. Pour exemple et pour rappel, les 32 heures c'est dans le statut du travail salarié !



Cela nécessite de renforcer la connaissance de la réalité économique de la région pour être en mesure de construire des convergences entre les professions, mais aussi entre les territoires, ces derniers étant au cœur d'une réorganisation de l'Etat une autre répartition de prérogatives, et souvent une réduction de ses moyens.

Cette démarche revendicative implique un esprit de confiance dans nos organisations et avec les syndicats afin de répondre prioritairement à la raison de notre existence : la défense des intérêts des travailleurs.

C'est en ce sens que la réalisation du Printemps de l'industrie en Bretagne repose sur la construction collective dans des territoires distincts choisis autour de projets structurants pour cimenter le tissu industriel, les services publics et l'emploi.

**C'est cela l'esprit
du 21 mars en Bretagne.**



L'ECONOMIE REGIONALE, CONSTATS ET PERSPECTIVES

Le déclin industriel reste une réalité.

Dans l'électronique, l'agroalimentaire, les industries de défense, l'automobile, ce sont des milliers d'emplois directs et indirects qui ont disparu, qu'ils soient dans les secteurs industriels ou pas.

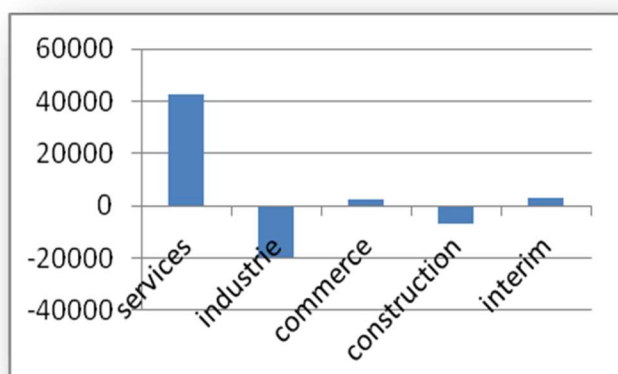
La crise de 2008 a marqué une amplification de la financiarisation de l'économie. S'en est suivi des milliers d'emploi supprimés dans les grandes entreprises qui en ont généré des milliers d'autres dans tous les secteurs d'activité.

Les services publics ont largement été impactés par cette poussée libérale par une précarité plus accrue, des années de blocages des traitements, des baisses d'effectifs, et au final de moindres services rendus aux populations.

Ce climat a renforcé des craintes et généré des oppositions exploitées par plusieurs prétendants à la présidence de la république, dont le Front National qui entend tirer profit de la détresse des salariés.

Cette désindustrialisation s'accompagne d'une transformation vers des emplois de services et d'intérim qui sont les secteurs qui ont un solde positif d'emploi. Dans ce contexte, il est à prendre en compte qu'une partie des emplois industriels perdus se retrouvent dans des emplois de services, du fait de l'externalisation des activités. **Ce transfert s'accompagne le plus souvent par une baisse des garanties collectives et individuelles pour les salariés concernés.** Ce ne sont pas nécessairement les salariés licenciés qui retrouvent un emploi dans les entreprises de services.

Solde d'emplois par secteur entre 2006 et 2016



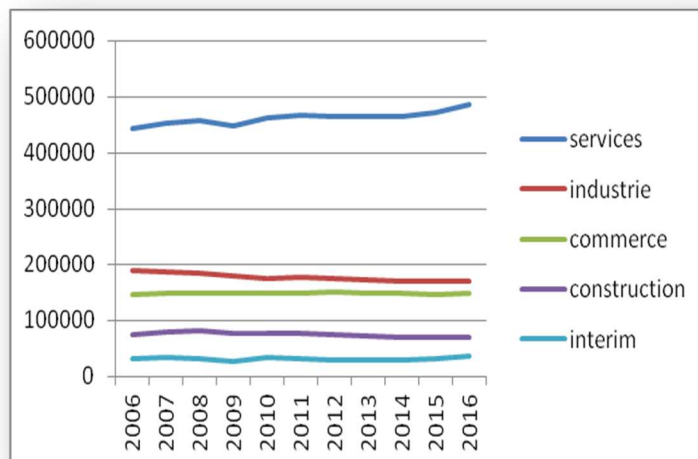
En juillet 2012, la Cgt estimait la perte potentielle de 16 000 emplois industriels sur la Bretagne en quelques années s'il n'y avait pas une autre orientation stratégique des entreprises.

En 2016, l'INSEE a confirmé cette tendance en indiquant une perte effective de 14 000 emplois durant cette période. Même s'il ne s'agit pas pour nous d'être conforté dans nos prévisions, force est de constater une réelle désindustrialisation. **Pire, les mesures prises par le gouvernement** sous la pression du Medef, avec les politiques d'austérité et l'instauration du CICE **n'ont eu d'autre effet que de renforcer les fonds propres des entreprises sans contre partie sur l'emploi.**

Malgré ces séries de mesures, auxquelles on peut rajouter celles des différents ANI, des lois et particulièrement la loi travail, la relance industrielle ne pointe pas et encore

moins les emplois qui devraient l'accompagner. Le million d'emplois promis par Mr Gattaz, Président du Medef, s'est transformé en milliards d'euros pour les plus argentés.

Evolution des emplois en Bretagne entre 2006 et 2016



Austérité pour les uns, Pacte de responsabilité pour les autres. Depuis la mise en place du CICE, toutes les analyses confirment l'inefficacité du dispositif sur la relance et l'emploi. Par contre, les dividendes versés aux actionnaires (55,7 milliards d'euros en 2016), dans la même période, ont progressé.

Avec 261 000 demandeurs d'emploi toutes catégories confondues sur la région en fin décembre 2016, la progression est de 105 000 personnes depuis 2006.

Ni les politiques publiques pour le développement des activités et la recherche, ni celles concernant l'emploi n'ont permis d'enrayer un phénomène qui n'est pas une fatalité. Les critères de compétitivité, l'abandon d'un Etat stratège sur l'industrie ont eu comme conséquences une libéralisation exacerbée et une augmentation des inégalités, entre toutes les catégories de salariés et tous les territoires.

Fin 2013, la Bretagne compte près de 285 000 agents de la fonction publique exerçant leur mission dans un service de l'État, une collectivité territoriale ou au sein de la fonction publique hospitalière. **Les emplois publics représentent 25 % des emplois salariés de la région.**

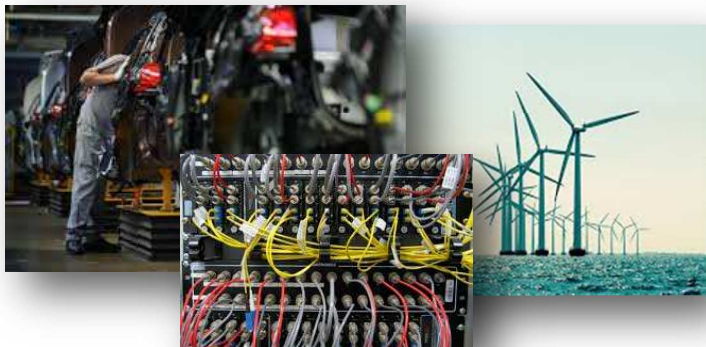
L'argument souvent employé pour notre région est que ce serait moins pire qu'ailleurs. Il ne justifie en aucune manière la poursuite de la casse des grands secteurs industriels et des emplois. Il en est de même des créations d'entreprises pour lesquelles les prévisions sont à la réduction sur la région en dehors de l'Ille et Vilaine qui bénéficie de l'effet « métropole ».

Ces disparités doivent nous conduire à nous inscrire dans une démarche de conquête, sur les garanties collectives mais aussi, avec des ambitions pour l'industrie et les services publics en Bretagne. Ces dynamiques sont indissociables pour créer un mouvement porteur d'exigence, d'égalité et de justice sociale.

La Cgt, dès le lieu de travail, dans les professions et les territoires, a toute sa place auprès des salariés pour porter des propositions ou des projets afin de renforcer le potentiel économique et social de la région.

LES PREMIERES REFLEXIONS DES PROJETS EN COURS

Lannion : Le territoire est largement impacté par les industries de l'**électronique**. Après de multiples restructurations ces dernières années, la Cgt, autour du syndicat Alcatel Lucent, a engagé une réflexion afin de définir des axes de travail pour développer ce secteur industriel sur le bassin d'emploi et plus largement. La numérisation de l'économie, la cyber sécurité et/ou défense offrent de nouvelles potentialités au secteur de la téléphonie à la condition d'y mettre la patte humaine que la Cgt souhaite incarner. Les Assises de l'industrie permettent à ce projet un nouveau départ afin qu'il puisse être enrichi par les syndicats et les secteurs professionnels sur le territoire. Un défi que la Cgt entend relever dans l'intérêt du devenir industriel, de l'emploi et du territoire.



Rennes : La rénovation et la maintenance des matériels roulant SNCF se sont développées sur le site de la Janais à la suite des restructurations de PSA. Portée aussi par la Cgt, cette activité est nécessaire pour donner une nouvelle vie aux voitures de train. Elle est indispensable pour combattre la notion de trains jetables qui est économiquement et écologiquement inacceptable. Rennes représente une emprise ferroviaire stratégique pour ces activités. C'est un atout pour dimensionner une réelle activité industrielle pour laquelle des emplois qualifiés sont nécessaires.

Brest : Les **Energies Marines Renouvelables** sont une des pistes les plus en pointe en terme d'activité nouvelle. Pour autant, les industriels se font attendre alors que les collectivités ont investi largement pour leur permettre d'exploiter la zone portuaire. La Cgt milite pour un mix énergétique, c'est-à-dire une pluralité de source d'énergie complémentaire qui permet de répondre aux besoins des populations et du développement industriel. Les EMR peuvent constituer un gisement d'emplois qualifiés nouveaux sur la zone d'emploi. C'est en tout cas ce qu'entend démontrer la Cgt en travaillant, avec les syndicats concernés, un projet qui lie un développement industriel dans toutes ces facettes et les emplois qui l'accompagnent. Des réunions se sont déjà tenues sur Brest. L'idée fait son chemin, le projet se construit.

Dans chacun de ces projets de territoires, et ceux en gestation, la participation des syndicats Cgt au plus près sur les bassins d'emploi est un gage de succès, tant sur leur contenu, que sur la capacité à les valoriser, les populariser et les porter. L'articulation entre eux, par l'ensemble des structures et outils territoriaux de la Cgt, permet de développer et construire une cohérence revendicative partout sur la région, auprès de l'ensemble des interlocuteurs.

La construction de ces projets permet également de mieux appréhender les réalités industrielles pour nous projeter dans l'avenir en y apportant l'ensemble des préoccupations des salariés. Bien entendu, les perspectives d'activité et d'emploi, mais aussi leur qualité pour travailler la question des qualifications, d'organisation et du temps de travail, des besoins en formation initiale et continue pour répondre à l'exigence nécessaire d'emploi durable.

Plusieurs autres propositions sont en cours de préparation à l'instar des activités portuaires de Saint Malo, qui au delà d'être un projet industriel, est aussi un projet de mobilité et de logistique, de même que la réflexion engagée à partir du Centre Bretagne autour de la question des transports de marchandises vers Brest.

LE 21 MARS EN BRETAGNE—LE PRINTEMPS DE L'INDUSTRIE

Plusieurs initiatives sont recensées par le Comité Régional pour cette journée de mobilisation sur l'ensemble du territoire.

Des appels à la grève et à l'action sont lancés par les fédérations CGT métallurgie, chimie, agro alimentaire, transports, cheminots, équipements, ports et docks, marins, services publics, la poste, ...

Au delà d'une nécessaire mobilisation dans les entreprises, dans l'ensemble des secteurs, des initiatives de convergences sont organisées.

Dans les Côtes d'Armor, une réunion se tient pour travailler le projet de territoire autour de la filière électronique. Cette rencontre, à laquelle sont invités les syndicats, sera tiendra de 9h30 à 12h30 et sera précédée d'une distribution de tracts dans les entreprises et dans les zones industrielles de la ville. L'ensemble des syndicats du département sont invités à se joindre à ces initiatives. Les inscriptions sont à faire auprès de l'UL de Lannion.

Dans le Finistère, rassemblement à Brest le matin place de la Liberté pour se rendre à la CCI. Distribution de tracts dans les zones industrielles. Une rencontre est organisée sur Brest l'après midi pour travailler sur le projet des EMR. Les inscriptions des syndicats pour la diffusion du matériel est à faire auprès des Unions Locales.

Dans l'Ille et Vilaine, Une distribution de tracts est organisée à l'occasion de la foire internationale de 9h30 à 12h00. Les inscriptions des syndicats sont à faire auprès de l'UD.

Les syndicats Cgt Mines Energie de Bretagne se mobilisent dans le cadre des mardis de la colère « Pas d'industrie sans énergie » au centre de production de Vézin le Coquet.

Dans le Morbihan, des distributions de tracts vers les salariés seront organisées dans divers lieux industriels